



LES CAPITALISTES NE NOUS FERONT PAS PAYER LEUR CRISE !

Depuis le 1^{er} novembre, le gouvernement a modifié en profondeur les règles de l'assurance chômage. Les objectifs affichés sont simples : réduire le niveau d'indemnisation et augmenter les contrôles/sanctions/radiations pour soumettre encore davantage les travailleurs et les travailleuses à la soif de profits du patronat. Cette attaque, comme la réforme des retraites, nous concerne toutes et tous, avec ou sans emploi. Alors faisons converger nos colères pour faire reculer le gouvernement !

VERS UNE PRÉCARITÉ ET UNE PAUVRETÉ GÉNÉRALISÉES

L'attaque est brutale. En demandant aux privé-es d'emploi de cotiser davantage pour ouvrir ou prolonger des droits (6 mois minimum sur 24 mois contre 4 mois sur 28 aujourd'hui), en supprimant le principe des droits rechargeables, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage va fortement baisser. À cela s'ajoute, à partir du 1^{er} avril 2020, une modification des règles de calcul des indemnités : elles seront définies à partir d'un revenu mensuel moyen calculé sur 2 ans, comprenant donc les périodes non travaillées, et non à partir des salaires effectivement perçus sur un an comme aujourd'hui.

Les premières estimations chiffrées font déjà froid dans le dos : 500 000 privé-es d'emploi ne pourront plus être indemnisé-es et 850 000 primo-indemnisé-es verront leurs droits diminuer de 22 %

par rapport aux anciennes règles de calcul. Des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses précaires ne pourront plus recharger leurs droits, malgré des périodes d'activité. Plus encore qu'aujourd'hui, chômage sera donc synonyme de pauvreté !

LES PRIVÉ-ES D'EMPLOI, UNE CIBLE DE CHOIX

Contrairement à ce que le patronat et ses laquais du gouvernement tentent de nous faire croire, les chômeuses et les chômeurs ne sont ni des fainéant-es ni des planqué-es. Même si toutes les offres d'emploi actuelles étaient pourvues, il resterait encore des millions de privé-es d'emploi sur le carreau. Ce sont bien les patrons qui définissent le niveau et les conditions d'emploi, en fonction de leurs intérêts. Car plonger dans la précarité un plus grand nombre de travailleuses et travailleurs permet de mettre sous pression l'ensemble des salarié-es,

contraint-es d'accepter des conditions d'emploi (conditions de travail, type de contrat, salaires...) de plus en plus défavorables.

TOUTES ET TOUS CONCERNÉ-ES

Une attaque contre l'assurance chômage, c'est donc une attaque contre toutes les travailleuses et tous les travailleurs ! Nous devons donc, ensemble, défendre ce système pour lequel nous cotisons sur nos salaires. La grève du 5 décembre a été un grand succès, elle a même été reconduite le 6 dans certains secteurs. Le 7 décembre, c'est une journée de mobilisation des chômeurs-euses, à l'appel de la CGT ! Agrégeons toutes ces colères qui ont la même origine : la volonté du patronat de nous exploiter toujours plus, pour continuer à augmenter ses profits.

Gagner l'abrogation de cette réforme constituerait une précieuse victoire. Mais l'enjeu est aussi de porter plus largement la question du travail et du partage des richesses, pour une remise en cause radicale du système capitaliste qui nous abrute et nous affame. Nous travaillons, nous produisons des richesses. Alors nous devrions décider, toutes et tous ensemble, de la société dans laquelle nous voulons vivre.

ne pas jeter sur la voie publique SVF

CONTE LA PAUVRETÉ ORGANISÉE, MOBILISONS-NOUS LE 7 DÉCEMBRE ET APRÈS CONTRE LA CASSE DE NOS CONQUIS SOCIAUX !

ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE JOURNAL MENSUEL DE L'UCL

- Je souhaite prendre contact avec l'Union communiste libertaire
 - Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*
 - Je m'abonne à *Alternative libertaire*
- (22 euros pour un an, 16 euros pour les précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire)

NOM..... PRÉNOM.....
 TÉL..... E-MAIL.....
 ADRESSE.....



coupon à renvoyer à Alternative libertaire, BP 295, 75921 Paris Cedex 19